

FORMATION AU SUIVI ET À L'ÉVALUATION D'UN PLAN D'ACTION NATIONAL

(Module 3 - Côte d'Ivoire 2018)

Pendant la formation... et après!

Utilisation d'un Pad collaboratif

https://annuel.framapad.org/p/pagof-psci-pgo-2018

Compte-rendu des échanges accessible pendant 1 an Commentaires de chacun des participants

Mise en place d'un Google drive

https://frama.link/ZJVZ_pwY

Supports de la formation

Documents complémentaires (ressources OGP, canevas...)



Qu'avez-vous retenu de la séance d'hier ?



Avez-vous déjà entendu parler du MEI / l'IRM ?

LE MEI – Mécanisme d'évaluation indépendant

QUOL



Le rôle du MEI / IRM:

- S'assurer que les gouvernements rendent compte de la mise en œuvre de leurs engagements
- Permettre aux parties prenantes de suivre les progrès du PGO dans les pays membres

COMMENT?



Les actions du MEI / IRM:

- → Rédige un rapport complet et impartial sur les avancées de chaque PAN
- → Formule également des recommandations techniques pour progresser
- →Les données issues des rapports du MEI sont publiées dans un format ouvert

LE MEI – Mécanisme d'évaluation indépendant

QUI ?



- Des experts nationaux (« chercheurs indépendants IRM »)
- · Appel à candidatures publics. Parmi les critères de sélection :
 - Ne pas avoir participé à l'élaboration du PAN
 - · Ne pas avoir travaillé dans l'admin. au cours des 12 derniers mois
 - Expertise dans les politiques publiques ou le gouvernement ouvert

AVEC QUI?



- Le MEI est supervisé par le Comité d'Experts International (CEI / IEP)
- Les états membres et la société civile sont essentiels dans la rédaction du rapport d'évaluation !

Quelle utilité du MEI / IRM pour la société civile ?

Quelle utilité du MEI pour la société civile ?



• Évaluation de la mise en place des engagements avec le point de vue de la société civile



• Évaluation des actions du comité technique dans le processus PGO (communication, réunions, développement du plan d'action..) et ses relations avec la société civile



· Possibilité de s'en servir pour plaidoyer

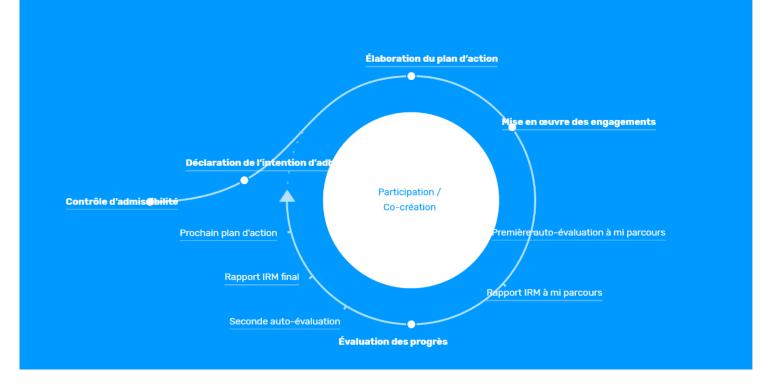
Quelle méthodologie pour le rapport côté IRM/Société civile?



Comment évalueriezvous le PAN2 de la Côte d'Ivoire ?

Méthodologie pour le rapport côté IRM / Société civile

Le processus OGP

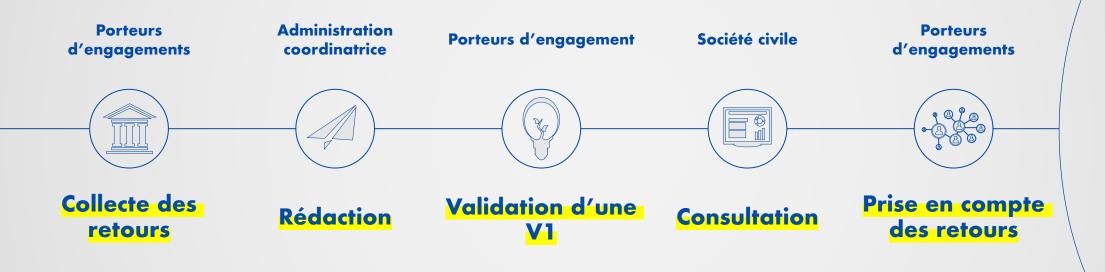


FOCUS



- Première auto-évaluation à mi-parcours
- Rapport IRM à mi-parcours
- Seconde auto-évaluation
- Rapport IRM final

Processus d'élaboration d'un rapport d'auto-évaluation (administration)



Première autoévaluation à miparcours

QUAND 2



 Quelques mois après la première année de mise en œuvre du PAN

QUI ?



- L'administration
- Avec une consultation de la société civile (2 semaines de consultation publique obligatoire)

QUOI

Se concentre sur:



- La manière dont le PAN a été élaboré (« consultation process »)
- La pertinence et l'ambition des engagements
- Les premiers résultats à mi-parcours

Ex d'auto-évaluation à mi-parcours (PAN1 France)



2.3. Consultation sur le rapport d'autoévaluation

Le rapport d'autoévaluation à un an a été soumis à consultation publique du 13 au 30 juin 2016

Cette consultation a été réalisée en ligne et hors ligne.

- En ligne par l'intermédiaire du forum de discussion ouvert
- En présentiel par l'organisation d'un Ministère ouvert le 21 juin 2016 au Secrétariat d'Etat chargé de la Réforme de l'Etat et de la Simplification.

Un processus de dialogue et d'amélioration continue

Afin de pérenniser la démarche consultative instaurée depuis l'élaboration du Plan d'action national, le forum de discussion est ouvert en continu. Des rencontres "Ministère ouvert" pourront être organisées dans les ministères porteurs afin de continuer ce dialogue administrations-société civile sur les engagements du Plan d'action 2015-2017 et sur les futurs engagements à porter dans le prochain Plan d'action.

Rapport IRM à mi-parcours

QUAND?



En théorie, 2/3 mois après le rapport d'autoévaluation à mi-parcours. 7 mois maximum

QUI ?



QUOI

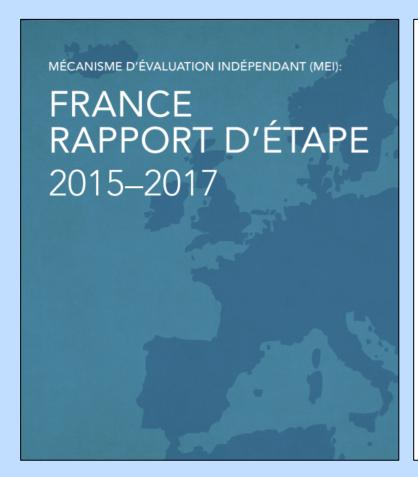
- Le chercheur / expert national IRM
- En consultation avec la société civile (entretiens avec des représentants des OSC, force de proposition vis-à-vis du chercheur, période de commentaires publics)

Se concentre sur:



- La manière dont le PAN a été élaboré (« consultation process »)
- La pertinence et l'ambition des engagements
- Les premiers résultats à mi-parcours

Ex de rapport IRM à mi-parcours (PAN1 France)



PROCESSUS DU PGO

Les pays participant au PGO suivent un processus de consultation lors de l'élaboration de leur plan d'action du PGO et pendant leur mise en œuvre.

Le développement du plan d'action constituait un processus consultatif impliquant les ministères et les OSC. Les consultations se sont tenues à travers des séances de discussion ouvertes, des entretiens semi-directifs et un forum de validation finale en ligne.

Bien que le processus de consultation entre le gouvernement et les OSC intéressées était collaboratif, une grande partie des citoyens ignoraient tout du processus du PGO, et il n'y avait pas de forum multipartite régulier pour surveiller les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements jusqu'à la fin de la première année de mise en œuvre du plan d'action, lorsque Etalab a démarré un nouveau processus de consultation appelé « Ministère ouvert » (Open Ministry). Au cours de la première année de mise en œuvre (juillet 2015 à juin 2016), Etalab a continué à tenir des réunions en personne avec certaines OSC, mais les procès-verbaux de ces réunions n'ont pas été rendus publics.

Ex de rapport IRM à mi-parcours (PAN1 France)

NIVEAU D'ACHÈVEMENT

COMPLÉTÉ : 3% (1)
SUBSTANTIEL : 40% (12)
LIMITÉ : 47% (14)
NON DÉBUTÉ : 6% (2)
RETIRÉ : 3% (1)

ACCENT DE L'ENGAGEMENT MIS SUR

ACCÈS À L'INFORMATION : 73% (22)
PARTICIPATION CIVIQUE : 40% (12)

RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD

DU PUBLIC: 10% (3)

TECH & INNOVATION

POUR LA TRANSPARENCE

& LA RESPONSABILITÉ: 13% (4)

ENGAGEMENTS QUI SONT

CLAIREMENT ADAPTÉ À

UNE VALEUR DU PGO: 83% (25)

IMPACT POTENTIEL

TRANSFORMATEUR: 20% (6)

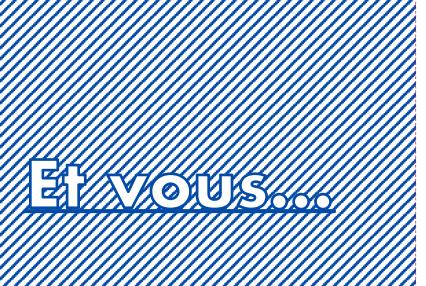
MISE EN OEUVRE

SUBSTANTIELLE OU

COMPLÈTE: 43% (13)

TOUS LES TROIS (♠): 11% (3)

TITRE ABRÉGÉ DE L'ENGAGEMENT	IMPACT POTENTIEL			NIVEAU D'ACHÈVEMENT				
L'ENGAGEMENT EST CLAIREMENT ADAPTÉ AUX VALEURS DU PGO TEL QUE RÉDIGÉ, A UN IMPACT POTENTIEL TRANSFORMATEUR, ET EST SUBSTANTIELLEMENT OU COMPLÈTEMENT MIS EN ŒUVRE.	AUCUN	MINEUR	MODÉRÉ	TRANSFORMATEUR	NON DÉBUTÉ	LIMITÉ	SUBSTANTIEL	COMPLET
Thème 3: Partage des ressources numériques								
 ☼ 15. Renforcer la politique gouvernementale d'ouverture et de circulation des données 								
15.1. Ouverture des données-pivot								
15.2. Renforcer l'Open Data des collectivités territoriales								
15.3. Ouverture par défaut des données publiques								
15.4. Étude sur l'ouverture des données d'intérêt général								



Qu'avez-vous retenu du rapport d'évaluation IRM à mi-parcours du PAN1 ?

Mécanisme d'Évaluation Indépendant (MEI): Côte d'Ivoire Rapport d'étape 2016-2018

Aïcha Blegbo, chercheuse indépendante

I. Introduction	8
II. Contexte	9
III. Leadership et processus multipartite	14
IV. Engagements	27
Publier le nombre de carats de diamant exporté	29
2. Création et Fonctionnalité des Comités de développement local minier (CDLM)	34
3. 4. 5. Publication d'informations en ligne	39
6 et 7. Améliorer la qualité de l'enseignement	43
8. Faciliter l'accès aux informations de l'Administration publique	50
9. Open Data Côte d'Ivoire	53
10. Observatoire national sur la compétitivité	56
11. Promouvoir la loi d'accès à l'information	59
12. Garantir la liberté de la Presse et la pluralité d'expression	63
 Mettre en place cinq comités communaux de lutte contre le racket 	67
14. Promouvoir le budget participatif dans cinq communes	73
15. Créer et rendre fonctionnel un Observatoire national sur la qualité des services	
financiers	76
V. Recommandations d'ordre général	80
VI. Méthodologie et sources	83
VII. Annexe — Conditions d'admissibilité	88

Le plan d'action contient une grande diversité d'engagements. Cependant, le manque de précision ou pertinence de certains engagements rend l'impact potentiel des engagements difficile à analyser. Dans le futur, le plan d'action pourrait bénéficier d'une plus grande participation de la société civile dans le choix des engagements.

Processus

Selon le gouvernement, le plan d'action national est le fruit d'un consensus issu d'une large consultation de toutes les parties prenantes. La société civile quant à elle affirme avoir eu peu d'occasions d'influence sur le plan d'action dont le contenu fût principalement rédigé par le gouvernement par le biais de son Comité technique. Ce comité s'est réuni régulièrement durant la mise en œuvre du plan d'action.

RENDEMENT DE L'ENGAGEMENT

Le plan d'action contient des engagements vagues, ce qui rend leur impact potentiel difficile à juger. Des progrès de mise en œuvre ont été réalisés dans la plupart des cas. À l'avenir, le gouvernement pourrait veiller à mettre les documents liés à rendre les données probantes de mise en œuvre disponible en ligne.

l'accès à l'information. Selon les représentants de la société civile rencontrés dans le cadre de cette recherche,³ la question de la pertinence et de la cohérence de cet engagement a été posée au gouvernement, mais cela a fait l'objet d'un grand débat.

aux valeurs du PGO. Les représentants de la société civile interrogés¹⁵ souhaiteraient voir dans le prochain plan d'action comme formulation un engagement lié plutôt à une « meilleure collaboration entre le processus du PGO et l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI)¹⁶ afin d'améliorer la gouvernance du secteur extractif ».

Résultats préliminaires

À mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action, le seul résultat à reporter concerne les productions et ventes publiées sur le site du Processus de Kimberley. Ici, les représentants de la société civile interrogés¹³ par le chercheur remarquent que les informations ne sont pas publiées de manière régulière et par conséquent, ne permettent pas de vérifier les informations en temps réel.

2. Représentants souhaitant rester anonymes de la plateforme de la société civile Format d'interactions : interviews suivi de d'échanges téléphoniques et d'e-mails. Résumé des rencontres: échange concernant le processus, le contexte du pays, le plan d'action et le plan de recherches de manière générale, ainsi que le détail de la mise en œuvre (niveau d'implémentation et potentiel impact) et l'évaluation par la société civile, de chacun des engagements. Mise en œuvre des engagements 13 et 14, et revue du rapport à mi-parcours

Ex de rapport IRM à mi-parcours (PAN1 Côte d'Ivoire) : niveau de contribution

Le gouvernement a créé un comité technique composé principalement de représentants du gouvernement, avec la participation de trois acteurs de la société civile, pour conduire au quotidien le processus d'élaboration du plan d'action. La société civile s'est engagée par le biais d'une plateforme qu'elle a créée. Cependant, cette plateforme fut mise en œuvre trop tard pour avoir pu influencer de manière considérable le contenu du plan d'action.

Niveau de contribution des parties prenantes

Niveau de contribution	Lors de l'élaboration du plan d'action
Collaborer: Il y a eu un dialogue itératif et le public a aidé à établir l'ordre du jour.	
Impliquer: Le public pouvait donner son avis sur la façon dont les engagements ont été pris en compte.	
Consulter: Le public pouvait contribuer.	
Informer: Le gouvernement a fourni au public de l'information sur le plan d'action.	х
Aucune Consultation	

Tableau 5.1 : Cinq recommandations essentielles

- Associer et réellement impliquer la société civile dans les prises de décision, afin qu'elle puisse jouer son rôle de suivi et d'action citoyenne. À cet effet, il conviendrait non seulement d'augmenter le nombre de représentants de la société civile dans le Comité Technique du PGO afin d'obtenir une composition équilibrée entre les membres du gouvernement et la société civile, mais également d'impliquer pleinement la plateforme de la société civile dans le choix de leurs représentants au sein du Comité.
- Le gouvernement pourrait développer des engagements supplémentaires sur la liberté de la presse et la pluralité d'expression tels que l'allègement des conditions dans le cadre de la libéralisation de l'espace télévisuel, et l'expansion des domaines dans lesquels les télévisions privées doivent émettre.

4 Le plan d'action doit être plus détaillé et consistant pour aller de l'avant, avec des objectifs spécifiques, mesurables et vérifiables.

Effectuer un suivi régulier en collaboration avec la plateforme de la société civile, de l'avancement pendant l'implémentation du plan d'action : le Comité technique, et la plateforme, pourraient par exemple se réunir tous les 3 mois, afin de suivre de façon progressive, ensemble, avec tout autre acteur impliqué ou concerné, l'état d'avancement de chaque engagement. La société civile pourrait également avoir plus de représentation dans les missions d'évaluation sur le terrain.

Pause café

Seconde autoévaluation (fin de mandat)

QUAND 2



En théorie, <mark>2/3 mois après la fin de la période du PAN</mark>

QUI ?



- L'administration
- Avec une consultation de la société civile (2 semaines de consultation publique obligatoire)

QUOI

Se concentre sur :

- · Les résultats finaux des engagements
- La consultation pendant le période du PAN

Ex de rapport d'auto-évaluation de fin de mandat (PAN1 France)



Pour une action publique transparente et collaborative

Rapport d'autoévaluation du plan d'action national pour la France 2015-2017

Mars 2018

Recommandations du mécanisme indépendant d'évaluation

Le rapport d'évaluation à mi-parcours réalisé par le Mécanisme indépendant d'évaluation (MEI) et rendu en novembre 2017 a proposé plusieurs points d'améliorations. Ce rapport suggère en particulier :

- d'améliorer le dispositif de suivi de la mise en œuvre du plan d'action ;
- d'accroître la participation de la société civile dans le processus de co-création des engagements;
- d'élargir le gouvernement ouvert à de nouveaux thèmes et acteurs ;
- de mobiliser davantage les porteurs d'engagements au sein des ministères

Ces recommandations ont été prises en compte à la fois dans l'application du Plan d'action 2015-2017 et dans l'élaboration du nouveau Plan d'action 2018-2020. Pour améliorer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action, des indicateurs de suivi chiffrés ont été proposés et un forum du gouvernement ouvert sera mis en place pour renforcer les échanges entre administrations et société civile. De plus, le Gouvernement a élargi les

Ex de rapport d'auto-évaluation de fin de mandat (PAN 1 France)

Engagement	Non réalisé	Limité	Substantiel	Complet
Engagement 25 : Mettre à disposition des données et des modèles relatifs au climat et au développement durable				
Engagement 26: Engager de nouvelles collaborations avec la société civile afin de développer des solutions innovantes pour répondre aux défis du climat et du développement durable				
Résultat	1/26 (4%)	3/26 (11%)	17/26 (66%)	5/26 (19%)

Rapport IRM de fin de mandat





En théorie, 2/3 mois après le rapport d'autoévaluation à mi-parcours

QUI?

Le chercheur / expert national



• En consultation avec la société civile (entretiens avec des représentants des OSC, force de proposition vis-à-vis du chercheur, période de consultation publique)





Se concentre sur :

- Les résultats finaux des engagements
- La consultation pendant la période du PAN

Ex de rapport IRM de fin de mandat (PAN France)

Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) : Rapport de fin de mandat 2015-2017 - France

Sofia Wickberg, Sciences Po Paris

Table of Contents

Sommaire exécutif : France
Mise en oeuvre des engagements9
Thème 1 : Assurer la responsabilisation
Cour des comptes
Engagement 6. Faciliter l'accès aux obligations de transparence des fonctionnaires
Engagement 8. Transparence du secteur extractif

Tableau 1 : Survol								
	Mi- parcours	Fin du mandat						
Nombre d'engagements	29	29						
Degré de	Degré de réalisation							
Complété	1	2						
Substantiel	10	16						
Limité	15	9						
Non débuté	2	1						
Retiré	1	1						
Engagemen	Engagements qui sont							
Clairement adapté à une valeur du PGO	24	24						
Impact potentiel transformateur	6	6						
Mise en oeuvre substantielle ou complète	11	17						
Tous les Trois	3	5						

Majeur	6				
Remarquable	0				
À l'Avenir					
Nombre d'engagements qui sont continués sur le dernier plan d'action	12				

Ex de rapport IRM de fin de mandat (PAN1 France)

Sommaire exécutif : France

Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI), Rapport de fin de mandat 2015-2017

Le premier plan d'action de la France était ambitieux en ce qui concerne le nombre d'engagements et les domaines d'intérêt inclus, mais a été limité en mettant l'accent en grande partie sur les réformes des données ouvertes. La majorité des engagements ont été substantiellement mis en œuvre grâce à d'importantes réformes législatives concomitantes. La mise en œuvre de nouvelles règles sur les données ouvertes pourrait constituer un obstacle important à considérer dans le prochain plan d'action.

2019. Un certain nombre d'organisations de la société civile ont décidé de boycotter le sommet mondial du PGO à Paris en décembre 2016 pour exprimer leur déception face à l'approche du gouvernement en matière de gouvernement ouvert. Dix organisations représentant diverses causes, dont l'environnement, l'open source/Internet ouvert, les droits de l'homme et la transparence, ont signé un communiqué de presse faisant part de leur inquiétude quant à l'engagement du gouvernement envers les principes du PGO et l'écart entre discours et action. Ils soulignent le manque de suivi des consultations publiques et l'absence de véritables efforts de co-création, ainsi que l'absence systématique d'utilisation de plates-formes open source. D'autres parties prenantes interrogées ont reconnu la volonté d'Etalab d'impliquer la société civile. Cependant, Sarah Labelle, une sociologue

Ex de rapport IRM de fin de mandat (PAN1 France)

Tableau 2	:	Consultation	lors de	la m	ise en	œuvre
-----------	---	--------------	---------	------	--------	-------

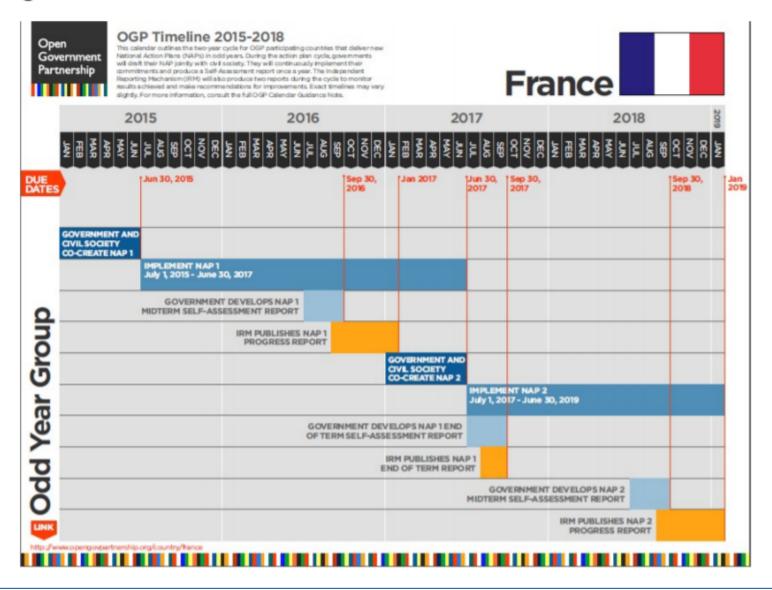
Forum multipartite tenu régulièrement	Mi-parcours	Fin de mandat
1. Un forum existait-il?	Non	Non
2. Était-il tenu de façon régulière?	Non	Non

Ex de rapport IRM de fin de mandat (PAN1 France)

Niveau d'influeı œuvre du plan	nce du public au cours de la mise en d'action	Mi-parcours	Fin de mandat
Habiliter	Le gouvernement a confié le pouvoir décisionnel aux membres du public.		
Collaborer	Il y a eu un dialogue itératif ET le public a aidé à établir l'ordre du jour.		
Impliquer	Le gouvernement a donné son avis sur la façon dont les intrants publics ont été pris en compte.		
Consulter	Le public pourrait apporter des contributions.	✓	✓
Informer	Le gouvernement a fourni au public de l'information sur le plan d'action.		
Aucune consultation	Aucune consultation		

Exemple de calendrier PGO (France)

Calendrier global pour la France dans le Partenariat pour un gouvernement ouvert





Avez-vous en tête le calendrier PGO de la Côte d'Ivoire ?

Quelles sont les phases où la société civile peut être impliquée et consultée ?

Extrait de la FAQ IRM

« Comment est-ce que je participe dans le MEI / IRM? »

- Le staff IRM est accessible pour consultation à irm@opengovpartnership.org
- Le PEI / IEP va mettre en place des événements publics de participation
- Au niveau national, chaque chercheur va mener des process participatifs pour collecter de l'information sur les questions clés du rapport
- L'administration, et à la discrétion du chercheur, d'autres acteurs auront la possibilité d'apporter des commentaires avant sa publication
- A la suite de la publication du rapport IRM, la société civile et le gouvernement peuvent publier des commentaires

« Méthodologie et sources »

- L'analyse des progrès sur les plans d'action du PGO est une combinaison d'entretiens, de recherche documentaire, et de commentaires provenant de réunions des parties prenantes non gouvernementale
- Le rapport du MEI se fonde sur les conclusions du propre rapport d'auto-évaluation du gouvernement et d'autres évaluations des progrès relatées par la société civile, le secteur privé, ou des organisations internationales.
- Chaque chercheur du MEI tient des réunions des parties prenantes afin d'assurer une représentation exacte des événements. Compte tenu des contraintes budgétaires et d'échéancier, le MEI ne peut pas consulter toutes les parties intéressées
- Le MEI se réserve le droit d'être en mesure de protéger l'anonymat des informateurs. En raison des limites nécessaires de la méthode, le MEI encourage fortement l'apport de commentaires sur les projets publics de chaque rapport

« Méthodologie et sources »

- Chaque rapport est soumis à un processus de contrôle et d'évaluation en 4 étapes:
- 1. Evaluation du rapport par le personnel MEI / IRM
- 2. Examen du rapport par le PEI
- 3. Evaluation de prépublication: Le gouvernement et certaines organisations de la société civile sont invités à fournir des commentaires sur le contenu du projet de rapport du MEI
- 4. Période de consultation publique: Le public est invité à fournir des commentaires sur le contenu du rapport préliminaire du MEI

« Méthodologie et sources ». Entrevues et groupes de discussion

- Chaque chercheur national effectuera au moins un événement de collecte de renseignements du public.
- Il faut prendre soin d'inviter les parties prenantes se trouvant à l'extérieur de la liste des « suspects habituels » qui participent déjà aux processus existants.
- En outre, les chercheurs effectuent des entretiens spécifiques auprès des organismes responsables lorsque les engagements nécessitent plus d'informations que celles fournies dans l'auto-évaluation ou celles qui sont accessibles en ligne.

« Consultations durant la mise en œuvre du PAN »

Comme contrepartie à leur participation au PGO, les gouvernements s'engagent à identifier un forum pour permettre une consultation régulière liée à la mise en œuvre du PAN.

- Est-ce que le forum se rencontre en présentiel ? En ligne ? A quelle fréquence ?
- Est-ce que le forum était préexistant au PGO ? A-t-il été nouvellement créé ? Est-il dédié au PGO uniquement ou à d'autres sujets ?
- Est-ce que le forum a des procédures formelles pour la participation ?
- Est-ce sur invitation uniquement ou ouvert ? Qui peut participer ? Qui (OSC ou gouvernement) peut observer, informer, influencer ou prendre des décisions ?

« Consultations durant la mise en œuvre du PAN »

- Est-ce que le forum se tient uniquement dans la capitale?
- Est-ce qu'il intègre des **ONGs professionnelles** ? Dans quel(s) domaine(s) ?
- Est-ce que les forums sont ouverts au public ? Est-ce que les notes ou comptes-rendus des réunions sont rendus publics ?
- Est-ce que le forum suit les avancés des engagements du PAN ? Est-ce que le forum rend public les avancés sur la mise en œuvre des engagements ?
- Est-ce que les acteurs associés au forum peuvent commenter les avancés ?



Quelles consultations durant la mise en œuvre du PAN 2 prévoyez-vous ?

Évaluation du processus du PGO au niveau national - synthèse



Développement du plan d'action national:

Les activités mises en place préalablement à la consultation (Qui a été invité ? Les «règles du jeu» ont-elles été définies ?) Qualité et portée de la consultation durant l'élaboration du plan d'action



Plateforme de parties prenantes?

Préexistante? Nouvelle? Réunie? Fréquence? Qui? Combien? Procédures formelles ?



Comptes rendus?

Existence ? Publiés ? Mécanismes ?



Rapport d'auto-évaluation du gouvernement?

Période de commentaires publics ? Qualité? Preuves ?

Rapport IRM: la phase de commentaires pré-publication - focus

QUOI?



Phase optionnelle

Le gouvernement et la société civile doivent prévenir l'IRM s'ils veulent bénéficier de cette possibilité

QUAND?



3 semaines

après la réception du rapport le gouvernement et les OSC ont la possibilité d'identifier des erreurs factuelles dans le rapport IRM ou ajouter des infos / preuves

COMMENT?



Prise en compte des commentaires

avant la publication du rapport.
Ces commentaires sont
directement intégrés au rapport et
sont confidentiels. Pas de veto de
la part des OSC ou de
l'administration



Certains commentaires ne peuvent être pris en compte

Rapport IRM: la phase de commentaires post-publication - focus

QUOI?



Phase obligatoire

Le gouvernement et la société civile doivent pouvoir commenter publiquement le rapport

QUAND?



2 semaines

après la réception du rapport le gouvernement et les OSC ont la possibilité d'identifier des erreurs factuelles dans le rapport IRM ou ajouter des infos / preuves

COMMENT?



Prise en compte des commentaires pertinents

dans la publication de la version finale du rapport

Critères d'évaluation pour chaque engagement?

Critères pour chaque engagement



Contexte et objectifs :
narration - reformulation des
objectifs, quel problème
l'engagement résout



Compréhension : élevée / medium / basse



Pertinence aux valeurs PGO:
Accès à l'information /
Participation civique / Intégrité de l'administration / Utilisation des TIC



Impact potentiel:
mineur / modéré / transformateur



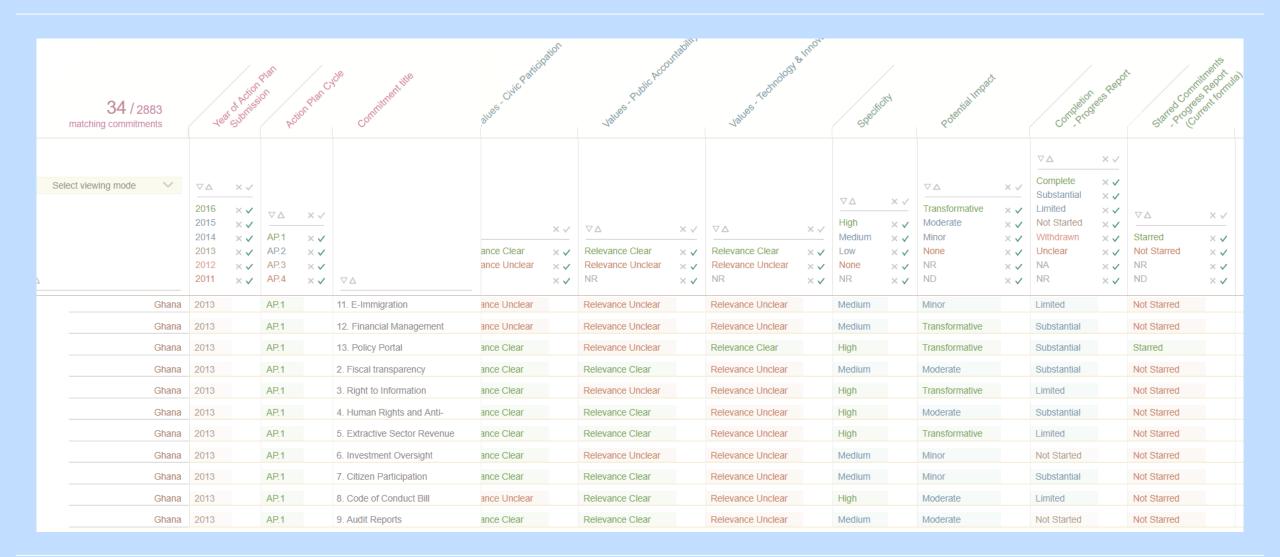
Statut de l'engagement : pas commencé / limité / substantiel / terminé

Exemple de tableau de mesure par engagement

Exemple de tableau de mesure par engagement

Commitment Overview	Specificity				OGP value relevance				Potential impact			Completion				On- time	
	None	Low	Medium	High	Access to information	Civic participation	Public accountability	Tech. and jagox, for transparency and accountability	None	Minor	Moderate	Transformative	Not started	Limited	Substantial	Complete	
I. Overall				~	~					~				~			×
I.I. Milestone Title				V	V				Worsens								V
I.2. Milestone Title				V	V						V		V				×

OGP Explorer : retrouver le suivi des engagements



Méthode SMART

Moyen mnémotechnique pour définir des indicateurs

Utilisé dans tous les domaines (suivi projet, marketing, RH, etc.)

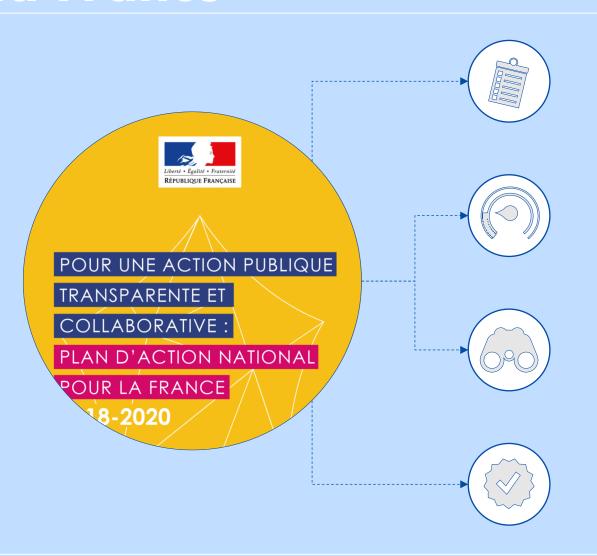
S = Spécifique / Simple M = Mesurable

A = Acceptable

R = Réaliste

T = Temporellement défini

Etude de cas : indicateurs PAN2 de la France



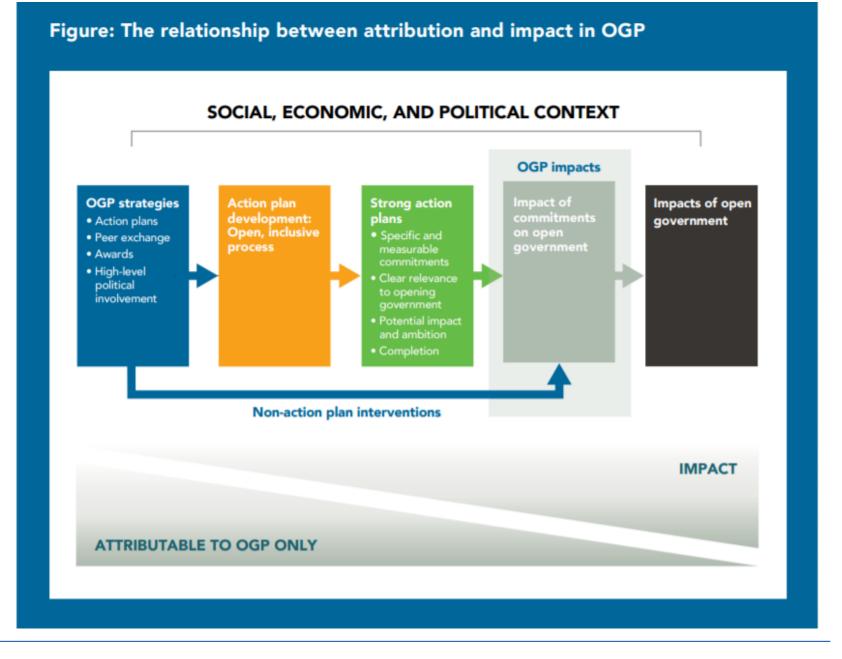
Les administrations prennent des engagements mais c'est Etalab qui assure le suivi

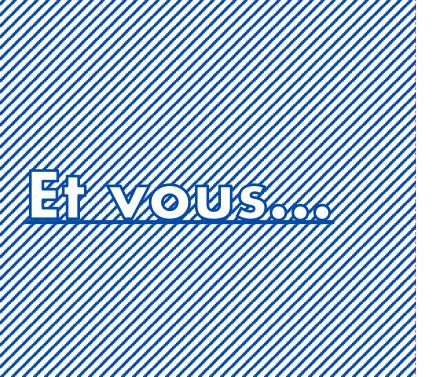
Le suivi du PAN1 ne permettait pas un suivi efficace

Il y a un impératif de redevabilité

1 action = 1 indicateur,
1 indicateur = 1 taux de complétion

Le gouvernement ouvert au-delà de l'OGP





Au-delà de l'OGP, comment pouvez-vous promouvoir et mettre en œuvre des actions s'inscrivant dans le gouvernement ouvert?

Synthèse



MERCI!